

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MARS 1926.

Proposition de loi modifiant la loi communale et tendant à la nomination
des bourgmestres par les conseils communaux.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Six années bientôt ont passé depuis que j'eus l'honneur de déposer à la Chambre une proposition de loi tendant à modifier la nomination des bourgmestres et à laisser aux Conseils communaux le soin d'élire leur premier magistrat comme ils choisissent déjà leurs échevins.

La discussion qui s'est produite à propos de cette proposition de loi a prouvé qu'il n'y avait aucun argument solide et péremptoire pour le maintien du régime actuel, qui a été appliqué pendant le dernier quart de siècle d'une façon injuste, abusive, arbitraire, partielle, anti-démocratique et souvent contraire à la volonté du Suffrage universel devenu notre maître à tous.

Tous les arguments contraires non seulement ont été réfutés mais la preuve est faite que la nomination des bourgmestres par les Conseils communaux reste seule logique et conforme à notre droit public; que le pouvoir central n'est pas plus désarmé devant un bourgmestre nommé par le Conseil, que devant les échevins qui le remplacent.

Les faisant fonctions de bourgmestres socialistes, que le gouvernement a laissés dans une foule de communes, pendant un quart de siècle, de 1893 à 1919, ont ruiné la thèse que pour représenter le pouvoir central les bourgmestres devaient être nommés par le Roi.

Du reste, au point de vue moral, le Gouvernement peut toujours, avant d'entrer en fonctions, après son élection, maintenir la prestation de serment du bourgmestre devant le Gouverneur de la province ou du député permanent qui le remplace.

La Commission qui avait été nommée pour examiner ma proposition en décembre 1920, ne s'est prononcée pour le *statu quo* qu'à une très faible majorité. Dans sa séance du 17 janvier 1921, la Chambre, par un vote par appel nominal, sur 158 membres qui y ont pris part, 71 membres ont voté pour la nomination des bourgmestres par les Conseils communaux, 87 membres ont répondu non et la proposition ne fut donc rejetée qu'à une faible majorité de 16 voix.

Depuis lors, il y eut deux élections générales. Le pays s'est prononcé de plus

en plus pour une politique démocratique et sociale. De nouveaux froissements — j'allais dire de nouveaux abus — se sont manifestés dans les diverses nominations qui ont été faites par le pouvoir central; nous en avons entendu les échos au sein du Parlement.

L'idée a progressé dans le pays et nous pouvons dire, qu'à part quelques exceptions qui craignent toujours le renforcement de la démocratie, aujourd'hui, la majorité des communes de la Belgique, s'est ralliée à la nomination des bourgmestres par les Conseils communaux.

* . *

Le rapporteur de la Commission de 1920, M. Camille Huymans, a consigné en une brièveté qui a son éloquence, tous les arguments qu'ont fait valoir dans cette commission, les partisans et les adversaires de la proposition de loi. On ne peut que s'étonner, après les avoir mûrement étudiés, des conclusions du rapport.

« Les partisans de la nomination des bourgmestres par les Conseils communaux ont fait valoir les considérations suivantes :

» 1° Si tous les pouvoirs émanent de la nation, il est logique que les bourgmestres reçoivent leur mandat de l'élection.

» 2° Il en a été ainsi, au lendemain de 1830, quand les conceptions de principe étaient encore très vivantes au sein de la démocratie belge naissante;

» 3° Il en est encore pratiquement ainsi lorsque le Gouvernement retarde la nomination du bourgmestre dont les attributions sont dévolues alors à un faisant fonctions.

» 4° Il n'a pas été constaté un seul cas d'abus quand des faisant fonctions ont rempli la charge de bourgmestre, mais il a été constaté trop souvent que le Pouvoir central nommait des bourgmestres incapables et parfois dépourvus d'autorité;

» 5° L'autorité gouvernementale en matière de police est généralement illusoire, quand le bourgmestre s'est fait couvrir par un règlement de police voté par le Conseil;

» 6° L'argument de la délégation des pouvoirs est infirmé par le fait que les députés permanents, fonctionnaires élus, remplacent souvent les Gouverneurs de province, fonctionnaires nommés;

» 7° Nul ne songe à enlever au Pouvoir central les pouvoirs disciplinaires dont il peut disposer contre des bourgmestres qui ne rempliraient pas convenablement la tâche qu'ils ont assumée;

» 8° Si l'on refuse aux partis le bénéfice de l'application de la répartition proportionnelle à la composition des Collèges, il n'y a aucune raison pour accorder cet avantage au parti ou à la coalition qui détient momentanément le portefeuille de l'Intérieur;

» 9° Quand le bourgmestre ne dépend pas du Conseil, il peut paralyser tout l'effort administratif de la commune.

» A ces arguments, il a été répondu comme suit :

» 1° Le bourgmestre est à la fois l'agent du Pouvoir central et le chef de la commune. Pour cette raison, il est bon qu'il soit nommé parmi les conseillers communaux et par le Pouvoir central.

» 2° La nomination des bourgmestres par le pouvoir central constitue une

garantie de bonne gestion. parce que très souvent dans les petites communes les Conseils nommeraient comme bourgmestre, non pas le plus capable, mais le plus influent.

» 3° On pourrait envisager la nomination des bourgmestres par les Conseils si, comme en d'autres pays, il existait une organisation de police indépendante des communes dépendant du Ministère de l'Intérieur.

» 4° Les bourgmestres nommés, par le pouvoir central, auront plus d'autorité pour faire exécuter les lois que s'ils dépendent de la bonne ou de la mauvaise volonté de quelques électeurs citoyens ou ruraux.

» D'autres membres ont formulé des propositions intermédiaires. Les uns se sont déclarés partisans de la nomination du bourgmestre par les Conseils dans les grandes communes majeures, les autres au contraire dans les petites communes, à cause de la tranquillité sociale relative qui caractérise ces centres agricoles.

» Enfin, des membres ont préconisé pour l'avenir la transformation complète de la législation sur la matière, c'est-à-dire la nomination des bourgmestres-fonctionnaires, d'après le modèle des Pays-Bas.

» La majorité de la Commission s'est prononcée pour le *statu quo* et elle a écarté la proposition des honorables MM. Pepin et consorts. »

Il est facile de réfuter toutes ces objections :

1° Sur le premier point, dans l'état actuel de la législation, le Gouvernement peut choisir en dehors du Conseil. Il l'a déjà fait. S'il ne l'a pas fait plus souvent, c'est que les Députations permanentes s'y sont opposées, notamment dans le Hainaut et à Liège.

2° Sur le deuxième point cet argument ne vaut rien. Tout le monde sait que le Gouvernement nomme toujours les plus influents et souvent sur des recommandations. C'est donc le contraire qui est vrai.

3° Pour ce qui est du troisième argument, il ne tient pas; la gendarmerie et la police judiciaire sont indépendantes des communes.

4° Quant au quatrième argument, il est tout à fait ridicule. Le bourgmestre nommé par le Conseil aura plus d'autorité que celui nommé par le Ministre. L'électeur influent peut manifester son influence bien plus que dans le premier cas, car c'est peut-être grâce à l'influence du gros bonnet de la localité que le Ministre a choisi le bourgmestre.

Quant aux bourgmestres-fonctionnaires, il n'y faut pas songer. C'est une mesure de centralisation antidémocratique qui répugne à nos mœurs et qui est contraire à toute notre législation sur la matière.

. * .

A la séance du 3 mars 1920, en présentant ma proposition de loi, j'avais eu l'honneur de faire brièvement l'historique de la question, dans l'Exposé des motifs, que je me permets de rappeler :

« Il était de tradition dans les anciennes provinces belges que les communes fussent régies par leurs propres officiers librement élus, bourgmestres, commune-mestres, mayeurs, aldermannen.

» Dans le royaume des Pays-Bas, un règlement royal du 12 mai 1817 attribua au Roi la nomination des bourgmestres et échevins sur une liste triple qui lui était présentée par le Conseil.

» Un autre règlement du 23 janvier 1818 disposa que dans le plat pays, les mayeurs étaient nommés par le Roi, et les échevins par les États députés, parmi les conseillers communaux, sur la présentation du Conseil communal.

» Mais de nouveaux règlements des 19 janvier 1824 et 23 juin 1825 étendirent la prérogative royale en accordant à la Couronne la nomination des bourgmestres et des échevins dans le sein du Conseil et en lui permettant pour le plat pays et dans les circonstances exceptionnelles pour les villes, de choisir le bourgmestre en dehors du Conseil.

» Après la révolution de 1830, le Gouvernement provisoire rendit aux électeurs, la nomination des bourgmestres et échevins.

» Mais lors de la discussion de la loi communale de 1836, la Chambre, malgré les efforts de M. Dubus, revint sur cette formule démocratique pour adopter une mesure qui confiait au Roi, la nomination du Collège des bourgmestre et des échevins.

» Dans la suite, des tentatives furent faites par des hommes remarquables dans la politique belge pour remettre aux communes la nomination des bourgmestres et des échevins. Ce furent notamment, en 1851, Barthélémy Dumortier; en 1864, Dechamps, et en 1872, Victor Jacobs.

» En 1862, M. Victor Dechamps disait :

» Nous avons cru donner ces nominations à la royauté et non à un parti. Du moment qu'il est prouvé que ce sont là des armes données à un parti pour vaincre la minorité opprimée, ces armes dangereuses, nous les ôterons.

» Et il ajoutait que quand les partis politiques se servent d'une arme pour en opprimer un autre, il faut leur enlever cette arme qui est un danger pour ne plus se confier qu'à la liberté.

» En 1872, M. Jacobs, dans les développements de sa proposition de loi, disait : « La nomination des échevins est pour la Couronne une prérogative » dangereuse, dont les ministres audacieux abusent et dont le loyal usage est » pour les autres une source de tracasseries et d'ennuis ».

» Lors de la révision de la loi communale en 1887, tendant à faire nommer les échevins par les conseils communaux, ce fut par transaction que l'on maintint dans les attributions royales la nomination des bourgmestres.

» L'objection de principe qui avait été faite à la nomination des bourgmestres par les conseils communaux s'étendait aussi aux échevins. En effet, ceux-ci participent en Collège à l'application des lois et règlements et par là, à l'administration générale du royaume. La thèse soutenue alors était que le Collège des bourgmestre et échevins a des attributions qui s'étendent à un grand nombre d'objets d'intérêt général, qu'il ne gère que par délégation du Gouvernement et que, dès lors, il ne peut être complètement indépendant du pouvoir central.

» Toutefois, ajoutait le rapporteur de la loi du 30 décembre 1887, nous nous gardons bien d'admettre que l'objection soit fondée.

» Pourquoi, en effet, le bourgmestre ne pourrait-il pas être nommé par le Conseil communal?

» Tous les pouvoirs émanent de la Nation, le pouvoir exécutif comme le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire (art. 23 de la Constitution) et, dès lors, pourquoi les agents de ce pouvoir ou quelques-uns d'entre eux ne pourraient-ils pas recevoir leur mandat de l'élection?

» On oublie d'ailleurs que dans maintes localités, le Collège échevinal, tout

en exerçant des attributions d'intérêt général, est formé de conseillers communaux qui n'ont reçu aucune investiture du pouvoir central.

» Lorsque le Gouvernement n'a fait choix ni d'un bourgmestre ni d'échevins, les fonctions en sont remplies par les membres les plus anciens du Conseil; il en est de même en cas d'absence ou d'empêchement d'un échevin (art. 107 de la loi communale).

» En fait, dans certaines communes, aucune nomination de bourgmestre ou d'échevins n'est intervenue depuis trois ou quatre ans, telle est la situation à Nivelles, à Grammont, à Deynze, à Hal, etc., et cependant ne voyons-nous pas, sans aucun détriment pour la chose publique, des conseillers exercer, dans ces localités, toutes les attributions dévolues aux collèges échevinaux régulièrement constitués? Cette abstention du Gouvernement s'est produite à l'égard d'une grande cité : à Anvers, il y a quelque vingt ans, il s'est refusé avec persistance, pendant une période assez longue, à faire choix d'un Collège échevinal : les intérêts généraux pas plus que les intérêts de la Ville n'en ont souffert.

» A l'appui de sa thèse, le rapporteur de la loi du 30 décembre 1887 soutient que les Conseils communaux, eux aussi, exercent des attributions d'intérêt général.

» En droit comme en fait, la nomination des bourgmestres par le pouvoir central ne se justifie pas plus que celle des échevins.

» La thèse de M. Victor Jacobs, en 1872, et celle de M. Woeste, en 1887, ont trouvé un argument de plus dans l'attitude du Gouvernement à l'égard d'un grand nombre de nos communes dans ces vingt-cinq dernières années.

» Nous avons vu des communes administrées pendant un quart de siècle par des faisant fonctions de bourgmestres, toujours les mêmes, constamment réélus et investis de la confiance de leur population.

» C'est ici le cas de rappeler les paroles que M. Dechamps prononçait en 1862 en présence de la partialité et de l'oppression dont il se plaignait et que j'ai rapportées plus haut.

» Notre droit public prend sa source en grande partie dans le droit public français, qui a été appliqué à notre pays après la Grande Révolution. L'organisation communale en Belgique a été calquée sur l'organisation municipale française.

» Dans ce pays, la loi de 1884 donne aux Conseils municipaux le soin d'élire les maires et les adjoints.

» L'article 76 de la loi précitée dit : « Le Conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin secret et à la majorité absolue. »

» Or, en France, il n'a jamais été reconnu aucun inconvénient à la nomination des maires par les Conseils municipaux.

» L'autorité supérieure est suffisamment armée pour faire rentrer dans le droit, tout maire qui tend à s'en écarter.

» La même chose existe en Belgique. Du reste, des communes belges ont été administrées pendant des années par des échevins élus faisant fonctions de bourgmestre et jamais on a pu constater des écarts administratifs. L'autorité supérieure n'est-elle pas suffisamment armée à leur égard?

» L'élection des bourgmestres par les Conseils communaux a fait ses preuves pendant les vingt-cinq dernières années, jamais d'abus n'ont été signalés, commis par les faisant fonctions de bourgmestre qu'on a refusé de nommer.

» Mais l'inverse n'est pas exact.

» Le Pouvoir central a commis un nombre considérable d'abus en choisissant

des bourgmestres dans les minorités du Conseil, contrairement à la volonté des habitants et de la majorité des membres du Conseil et cela, grâce au système électoral proportionnel.

» Le trouble a souvent été jeté dans les administrations communales par ces nominations du pouvoir central.

» Des abus comme ceux-là ne peuvent plus se renouveler. C'est pour ces motifs que nous avons déposé devant le Parlement la présente loi qui répond à un besoin et à une nécessité administrative. »

. ^ .

La situation n'a pas changé. La représentation proportionnelle a amené à la Chambre divers groupes politiques dont aucun ne peut plus prétendre à une majorité suffisante pour assurer le gouvernement du pays. Le Ministère de l'Intérieur sera de plus en plus sollicité par les partis pour les nominations qu'il doit faire. Nous avons tout à craindre des influences politiques contraires aux intérêts bien entendus des communes. Les électeurs communaux ont prouvé qu'ils comprenaient d'une façon admirable les intérêts de leurs communes respectives. Ils savent très bien choisir ceux qui doivent les représenter et les administrer.

Les Conseils communaux choisissent les Collèges qui doivent exécuter leurs décisions en même temps que participer à l'administration générale du royaume. Il n'y a aucune raison pour que le président de ce Collège, qui est le bourgmestre, ne soit pas élu par les Conseils communaux. C'est une mesure de justice et d'équité que les Gouvernements actuels doivent désirer voir appliquer, d'autant plus qu'elle est foncièrement démocratique.

LOUIS PEPIN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MAART 1926.

Wetsvoorstel tot wijziging van de Gemeentewet en er toe strekkende de burgemeesters door de gemeenteraden te doen benoemen.

TOELICHTING

MINE HEEREN,

Er zijn nagenoeg zes jaren verlopen sedert ik de eer had ter Kamer een wetsvoorstel in te dienen, houdende wijziging in de benoeming der burgemeesters en aan de gemeenteraden de zorg overlatende hun burgemeester te verkiezen zooals het reeds het geval is voor de schepenen.

De bespreking die door dit wetsvoorstel uitgelokt werd, heeft bewezen dat geen enkele grondige en afdoende beweegreden kon aangevoerd worden ten voordeele van het huidige stelsel dat gedurende de laatste vijf en twintig jaar toegepast werd op onrechtvaardige, willekeurige, wederrechtelijke, partijdige, antidemocratische wijze, dikwijls op eene manier die geheel strijdig was met den wil van het algemeen stemrecht, dat ons aller meester geworden is.

Alle tegenovergestelde argumenten werden niet alleen weerlegd; het is bewezen dat alleen de benoeming der burgemeesters door de gemeenteraden logisch blijft en overeenkomt met ons Staatsrecht, dat het Centraal Bestuur niet meer machteloos staat tegenover een door den raad benoemden burgemeester, dan tegenover de schepenen die hem vervangen.

De dienstdoende socialistische burgemeesters die de Regeering in talrijke gemeenten, gedurende vijf en twintig jaar, van 1898 tot 1919, gelaten heeft, hebben het standpunt diergenen weerlegd die beweerden dat de burgemeesters door den Koning moeten benoemd worden om het Centraal Bestuur te vertegenwoordigen.

Overigens, kan de Regeering, in zedelijk opzicht, steeds, vóór de indiensttreding, na zijne verkiezing, de eedaflegging van den burgemeester vóór den Gouverneur der provincie of den bestendigen afgevaardigde die hem vervangt, behouden.

De Commissie, die benoemd werd om mijn voorstel in December te onderzoeken, heeft zich slechts met eene geringe meerderheid uitgesproken ten voordeele van het *statu quo*. Ter vergadering van 17 Januari 1921, heeft inderdaad de Kamer, bij naamafroeping, de volgende stemming uitgebracht : 158 leden waren aanwezig ; 71 leden stemden voor de benoeming der burgemeesters door de gemeenteraden ; 87 leden stemden er tegen, waaruit

blijkt dat het voorstel met de geringe meerderheid van 16 stemmen werd verworpen.

Sederdien, vonden twee algemeene verkiezingen plaats. Hoe langs zoo meer richt het land zich naar eene democratische en sociale politiek. Opnieuw zijn er wrijvingen — ik zegde bijna misbruiken — gebleken in de onderscheidene benoemingen die door het Centraal Bestuur werden gedaan; wij hebben er den weerslag van gehoord in de Parlementsvergaderingen.

* * *

De verslaggever van de Commissie in 1920, de heer Camille Huysmans, heeft met zijne bondige welsprekendheid al de argumenten samengevat welke de voor- en tegenstanders van het wetsvoorstel toen in de Commissie deden gelden. Wanneer men de gevolgtrekkingen op het slot van het verslag grondig onderzoekt, kan men slechts er over verwonderd staan.

« De voorstanders van de benoeming der burgemeesters door de gemeenteraden voerden de volgende overwegingen aan :

» 1^o Indien al de machten uit de natie voortvloeien, dan is het logisch dat de burgemeesters bij wijze van verkiezing aangesteld worden;

» 2^o Zóó werd er gehandeld, na 1830, wanneer de beginselbegrippen nog zeer gehuldigd werden door de opkomende Belgische democratie;

» 3^o Zóó gaat het practisch nu nog, wanneer de Regeering de benoeming vertraagt van den burgemeester, wiens werk, in dit geval, door een waarnemenden schepen wordt verricht;

» 4^o Niet één misbruik werd vastgesteld, wanneer waarnemende burgemeesters dit ambt bekleedden; al te dikwijls werd echter vastgesteld dat de Centrale Macht onbekwame en niet zelden van gezag onthloote burgemeesters benoemde;

» 5^o Het gezag van de Regeering op politiegebied is over 't algemeen denkbeeldig, wanneer de burgemeester steunt op een politiereglement, door den raad aangenomen;

» 6^o De reden van de overdracht der machten houdt geen steek, doordien de leden van de Bestendige Deputatiën, verkozen ambtenaren, de gouverneurs van de provinciën, benoemde ambtenaren, dikwijls vervangen;

» 7^o Niemand wil aan de Centrale Macht de tuchtmiddelen ontnemen, waarover zij beschikt tegenover de burgemeesters die zich van de door hen aangenomen taak niet behoórljk mochten kwijten;

» 8^o Ontkent men aan de partijen het voordeel van de toepassing der E. V. op de samenstelling der colleges, dan is er geen reden om dit voordeel toe te kennen aan de partij of aan de samengaannde partijen, die de portefeuille van Binnenlandsche Zaken tijdelijk in handen hebben;

» 9^o Wanneer de burgemeester niet afhangt van den raad, kan hij al de pogingen der gemeente op bestuursgebied vrijdelen. »

Op deze redenen werd geantwoord :

« 1^o De burgemeester is de aangestelde van de Centrale Macht en tevens het hoofd van de gemeente. Daarom is het goed dat hij worde benoemd onder de gemeenteraadsleden en door de Centrale Macht;

» 2^o De benoeming van de burgemeesters door de Centrale Macht waarborgt een goed beheer, omdat zeer dikwijls, in de kleine gemeenten, de gemeenteraden tot burgemeester zouden benoemen niet den bekwaamsten, maar den meest invloedrijken;

» 3° Men zou de benoeming van de burgemeesters door de gemeenteraden in overweging kunnen nemen, indien er, zooals in andere landen, eene politie-inrichting bestond, onafhankelijk van de gemeenten en afhangende van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken;

» 4° De burgemeesters, door de Centrale Macht benoemd, zullen met meer gezag optreden om de wetten te doen uitvoeren, dan wanneer zij van den goeden en den kwaden wil van eenige stads- of dorpskiezers afhangen.

» Andere leden brachten tusschenvoorstellen in 't midden. De eenen verklaarden zich voorstanders van de benoeming der burgemeesters door de raden in de groote gemeenten — « de meerderjarige gemeenten » —, de overigen, daarentegen, in de kleine gemeenten, op grond van de betrekkelijke sociale rust, welke deze landbouwgemeenten kenmerkt.

» Eindelijk, hebben sommige leden voor de toekomst de volledige omwerking aangeprezen van de desbetreffende wetgeving, namelijk, de benoeming van burgemeesters-ambtenaren, naar het voorbeeld van Nederland.

» *De meerderheid van de Commissie verklaarde zich voor het behoud van de huidige regeling* en zij wees het voorstel van den heer Pepin c. s. af. »

Het is gemakkelijk al deze tegenwerpingen te weerleggen :

1° Ten aanzien van het eerste punt, kan de Regeering, met de huidige wetgeving, buiten den raad keuze doen. Zij heeft dit reeds gedaan. Zoo dit niet meer geschiedde, dan is het omdat de Bestendige Deputatiën er zich tegen verzetten, namelijk in Henegouw en Luik;

2° Ten aanzien van het tweede punt, heeft dit argument geene waarde. Iedereen weet dat de Regeering steeds de invloedrijksten benoemt en dikwijls handelt volgens aanbevelingen. Het tegenovergestelde is dus waar;

3° Wat de derde beweegreden betreft, zij houdt geen steek; de gendarmerie en de rechterlijke politie zijn onafhankelijk van de gemeenten;

4° De vierde beweegreden is heelemaal bespottelijk. De door den Raad benoemde burgemeester zal meer gezag hebben dan de door den Minister benoemde. De invloedrijke kiezer kan zijn invloed veel meer doen gelden dan in het eerste geval, want het is misschien, dank zij den invloed van den vooraanstaanden persoon der gemeente, dat de Minister den burgemeester gekozen heeft.

Wat de burgemeesters-ambtenaren betreft, men moet er niet aan denken. Dit is een antidemocratische centralisatiemaatregel die indruischt tegen onze zeden en strijdig is met onze gansche wetgeving dienaangaande.

*
* * *

Toen ik, ter vergadering van 3 Maart 1920, mijn voorstel indiende, had ik de eer de geschiedenis van het vraagstuk te schetsen in de Memorie van Toelichting, in korte bewoordingen die ik mij veroorloof over te nemen.

In de oude provinciën van België gold het als een overlevering dat de gemeenten beheerd werden door hunne eigen, vrijelijk gekozen magistraten : burgemeesters, gemeentemeesters, meiers, aldermans.

In het Koninkrijk der Nederlanden werd, bij Koninklijk reglement van 12 Mei 1817, aan den Koning opgedragen de benoeming van de burgemeesters en van de schepenen uit eene door den raad voorgedragen lijst met drie namen.

Een ander reglement van 23 Januari 1818 bepaalde dat, op het platteland, de meiers door den Koning en de schepenen door de Gedeputeerde Staten zouden

benoemd worden onder de gemeenteraadsleden en op voordracht door den gemeenteraad.

Doch nieuwe reglementen van 19 Januari 1824 en 23 Juli 1825 gaven nog grootere uitbreiding aan het Koninklijk voorrecht, door de Kroon te belasten met de benoeming van de burgemeesters en schepenen in den schoot van den raad en door haar toe te laten, op het platteland en, in uitzonderlijke omstandigheden, in de steden, den burgemeester buiten den raad te benoemen.

Na de omwenteling van 1830, werd door het Voorloopig Bewind de benoeming der burgemeesters en der schepenen opnieuw aan de kiezers toevertrouwd.

Doch, bij de behandeling der gemeentewet van 1836, trok de Kamer, ondanks de pogingen gedaan door den heer Dubus, deze democratische regeling in en nam zij een maatregel aan, waarbij de benoeming van het College van Burgemeesters en Schepenen aan den Koning opgedragen werd.

Later werden door hoogstaande mannen in de Belgische politiek pogingen aangewend om de benoemingen der burgemeesters en der schepenen opnieuw aan de gemeente toe te vertrouwen. Deze mannen waren, namelijk, in 1857, Barthélemy Dumortier, in 1864, Dechamps en, in 1872, Victor Jacobs.

In 1862 zegde de heer Victor Dechamps : « Het was ons inzicht, deze benoemingen aan den Koning en niet aan eene partij toe te vertrouwen. Is het bewezen dat men op die wijze aan eene partij wapens levert om de verdrukte minderheid te overwinnen, dan zullen wij haar deze gevaarlijke wapens uit de hand slaan. »

En hij voegde er bij dat, wanneer de politieke partijen zich van een wapen bedienen om eene andere te verdrukken, men haar dit wapen, dat een gevaar is, moet ontnemen om alleen de vrijheid te huldigen.

In 1872 schreef de heer Jacobs, in de toelichting van zijn wetsvoorstel : « De benoeming van de schepenen is voor de Kroon een gevaarlijk voorrecht, waarvan de roekeloze ministers misbruik maken en waarvan het rechtmatig gebruik voor de overigen een bron van hoofdbrekerij en van lasten uitmaakt. »

Bij de herziening der gemeentewet in 1887, welke ten doel had de schepenen door de gemeenteraden te doen benoemen, heeft men, bij wijze van vergelijk, de benoeming van de burgemeesters aan de bevoegdheid van den Koning voorbehouden.

Het beginsel, dat men aangevoerd had tegen de benoeming der burgemeesters door de gemeenteraden, gold ook voor de schepenen. Inderdaad, dezen nemen in college deel aan de toepassing der wetten en reglementen en, bijgevolg, aan het algemeen beheer van het Rijk. De alsdan verdedigde stelling was, dat het college van burgemeester en schepenen bevoegdheden heeft, welke zich tot een groot aantal zaken van algemeen belang uitstrekken, dat het slechts beheert als afgevaardigde van de Regeering en dat het dus niet geheel onafhankelijk van het hoofdbestuur zijn mag.

» Echter, zoo voegde de verslaggever der wet van 30 December 1887 er bij, wachten wij ons wel aan te nemen dat het bezwaar gegrond is.

» Inderdaad, waarom zou de burgemeester niet door den gemeenteraad worden benoemd ?

» Al de machten, zoowel de uitvoerende macht als de wetgevende en de rechterlijke macht (art. 25 der Grondwet), vloeien voort uit de Natie, en waarom zouden dus de bedienaars van deze macht of eenigen onder hen hun mandaat niet van de kiezers kunnen bekomen ?

» Men vergeet overigens dat, in menige gemeente, het schepencollege met

sommige bevoegdheden van algemeen belang is belast en tevens bestaat uit gemeenteraadsleden die geene enkele opdracht van het hoofdbestuur hebben gekregen.

» Wanneer de Regeering noch burgemeester noch schepenen heeft benoemd, worden die ambten waargenomen door de oudste leden van den Raad; dit geschiedt evenzoo bij ontstentenis of belet van een schepen (art. 107 der Gemeentewet).

» Feitelijk werd in sommige gemeenten geene enkele benoeming van burgemeester of schepenen gedaan sedert drie of vier jaar, namelijk te Nijvel, te Geeraardsbergen, te Deinze, te Halle, enz., en stellen wij echter niet vast, dat zonder eenig bezwaar voor de openbare zaak, gemeenteraadsleden in die gemeenten al de bedieningen uitoefenen, welke aan de geregeld samengestelde schepencolleges zijn toevertrouwd? Deze onthouding van de Regeering deed zich voor ten opzichte van eene groote stad: te Antwerpen heeft zij, gedurende een redelijk langen termijn, voortdurend geweigerd een schepencollege te benoemen; zoomin de algemeene belangen als de belangen der stad hebben daardoor geleden. »

Tot staving zijner stelling houdt de verslaggever der wet van 30 December 1887 staande, dat de gemeenteraden zich ook met zaken van algemeen belang bezig houden.

De benoeming van de burgemeesters door het Centraal Bestuur kan, zoomin als die van de schepenen, in rechten noch in feite worden gebillijkt.

De stelling van den heer Victor Jacobs, in 1872, en die van den heer Woeste, in 1887, vonden, in de jongste vijf en twintig jaren, een bewijsgrond te meer in de houding van de Regeering ten opzichte van een groot aantal onzer gemeenten.

Wij hebben gemeenten gekend, die 25 jaar lang werden bestuurd door waarnemende burgemeesters, immer dezelfde, steeds herkozen en met het vertrouwen hunner kiezers vereerd.

Hier past het, de woorden in herinnering te brengen, welke, in 1862, de heer Dechamps uitsprak naar aanleiding van de partijdigheid en van de verdrukking waarover hij zich bekloeg en waarop ik hierboven heb gewezen.

Ons publiekrecht is grootendeels voortgesproten uit het Fransch publiekrecht dat in ons land werd toegepast na de groote revolutie. De gemeentelijke inrichting in België werd tot stand gebracht naar het voorbeeld van de municipale inrichting van Frankrijk.

In dit land, draagt de wet van 1884 aan de municipale raden de zorg op, de « maires » en de adjuncten te verkiezen.

Artikel 76 van voornoemde wet luidt: « De municipale raad verkiest den « maire » en de adjuncten onder zijne leden, bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid ».

Welnu, in Frankrijk werd nooit bevonden dat de benoeming der « maires » door de municipale raden eenig bezwaar opleverde.

De hooge overheid is voldoende gewapend om elken « maire », die tegen het recht zou willen ingaan, tot de orde terug te roepen.

Dit is ook geval in België. Overigens, Belgische gemeenten werden jaren lang bestuurd door verkozen schepenen en nooit kon men onregelmatigheden op bestuurlijk gebied vaststellen. Is de hooge overheid te hunnen opzichte niet genoegzaam gewapend?

De verkiezing der burgemeesters door de gemeenteraden heeft de proef doorstaan gedurende de jongste vijf en twintig jaren, en nooit werd op misbruiken gewezen, welke zouden begaan geweest zijn door waarnemende burgemeesters die men geweigerd had te benoemen.

Het tegenovergestelde is echter niet waar.

Het Centraal Bestuur pleegde een groot getal misbruiken door burgemeesters te benoemen uit de minderheid van den raad, tegen den wil van de inwoners en van de meerderheid van den raad, en wel dank zij het evenredig kiesstelsel.

« Dikwijls werd door deze benoemingen vanwege het Centraal Bestuur verwarring in de gemeentebesturen gebracht.

» Zoodanige misbruiken mogen zich niet meer voordoen. Daartoe dienden wij bij de Kamer dit wetsvoorstel in : het beantwoordt aan eene behoefte en eene noodzakelijkheid op bestuursgebied. »

*
* *

De toestand is niet veranderd. De Evenredige Vertegenwoordiging heeft in de Kamer verschillende politieke groepen gebracht waarvan geen enkele aanspraak kan maken op eene voldoende meerderheid om het land te regeeren. Het Ministerie van Binnenlandsche Zaken zal meer en meer door de partijen lastig gevallen worden voor de benoemingen die het moet doen. Wij hebben alles te vreezen van de politieke invloeden die in strijd zijn met de wel begrepen belangen van de gemeenten. De gemeentekiezers hebben bewezen dat zij op bewonderenswaardige wijze de belangen van hunne onderscheidenlijke gemeenten begrepen. Zij weten zeer goed degenen die hen moeten vertegenwoordigen en besturen te kiezen.

De gemeenteraden kiezen de colleges die hunne beslissingen moeten uitvoeren, en terzelfdertijd deelnemen aan het algemeen bestuur van het land. Daar is geene enkele reden om ook niet den voorzitter van dit college, den burgemeester, door de gemeenteraden te doen kiezen. Het is een maatregel van rechtvaardigheid en billijkheid die de tegenwoordige Regeering moet trachten te verwezenlijken, des te meer daar zij dóór en dóór democratisch is.

Louis PEPIN.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi modifiant la loi communale et tendant à la nomination des bourgmestres par les conseils communaux.

ARTICLE PREMIER.

L'article 2 de la loi communale est modifié ainsi qu'il suit :

Les §§ 2 et 3 sont abrogés.

Le reste de l'article est ainsi conçu :

« Le bourgmestre et les échevins sont élus par le Conseil communal parmi ses membres. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, par autant de scrutins séparés qu'il y a de titulaires à élire; le rang des échevins est déterminé par l'ordre des scrutins.

» Si après deux scrutins aucun candidat n'a obtenu la majorité, il est procédé au ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix; au ballottage, en cas de parité, le plus âgé l'emporte. L'élection du bourgmestre et des échevins a lieu dans la séance d'installation qui suit le renouvellement total ou partiel du Conseil.

» En tout autre cas, l'élection doit être faite dans les trois mois de la vacance.

» Les règles relatives à la démission du mandat de conseiller communal s'appliquent à la démission des fonctions de bourgmestre et d'échevins. »

Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentewet en er toe strekkende de burgemeesters door de gemeenteraden te doen benoemen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 2 van de Gemeentewet wordt gewijzigd als volgt :

De paragrafen 2 en 3 worden ingetrokken.

Het overige gedeelte van het artikel luidt als volgt :

« De burgemeester en de schepenen worden door den gemeenteraad onder dezes leden gekozen. De kiezing geschiedt bij geheime stemming en met volstreckte meerderheid, bij even zoovele afzonderlijke stemmingen als er titularissen te kiezen zijn; de rang der schepenen wordt bepaald door de volgorde der stemmingen.

» Indien, na twee stemmingen, geen candidaat de meerderheid heeft bekomen, wordt er overgegaan tot herstemming tusschen de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen; staken de stemmen bij de herstemming, dan bekomt de oudste de voorkeur. De kiezing van den burgemeester en van de schepenen heeft plaats in de aanstellingsvergadering volgende op de volledige of de gedeeltelijke vernieuwing van den Raad.

» In elk ander geval, moet de kiezing geschieden binnen drie maanden na het openvallen der plaats.

» De regelen betreffende het ontslag van het raadslidmaatschap zijn van toepassing op het ontslag van de ambten van burgemeester en van schepenen. »

ART. 2.

L'article 56, § 3, est modifié ainsi qu'il suit :

« Le bourgmestre ou l'échevin révoqué ne pourra être réélu avant l'expiration du délai de deux ans. »

ART. 3.

L'article 74, § 1^{er} de la loi du 15 avril 1920 est modifié comme suit :

« Les bourgmestres et les échevins sont également élus pour le terme de six ans ».

ART. 4.

L'article 75 de la loi du 15 avril 1920 est modifié comme suit :

« La démission des fonctions de conseiller, d'échevin ou de bourgmestre est donnée par écrit au conseil communal.

» Le conseiller, l'échevin ou le bourgmestre qui contesterait le fait de sa démission peut se pourvoir devant la Députation permanente du Conseil provincial, qui statue conformément aux articles 69, alinéa 2, et 71, alinéa 1^{er}, de la présente loi. »

Les §§ 3, 4 et 5 sont abrogés.

ART. 5.

L'article 79 de la loi du 15 avril 1920 est modifié ainsi qu'il suit :

« De même, le bourgmestre ou l'échevin élu en remplacement achève le terme de celui qu'il remplace, sauf ce qui est dit à l'article 74. »

ART. 2.

Artikel 56, derde paragraaf, wordt gewijzigd als volgt :

« De afgezette burgemeester of schepenen kan slechts na verloop van twee jaar worden herkozen. »

ART. 3.

Artikel 74, 1^o paragraaf, der wet van 15 April 1920, wordt gewijzigd als volgt :

« De burgemeesters en de schepenen worden insgelijks verkozen voor een termijn van zes jaar. »

ART. 4.

Artikel 75 der wet van 15 April 1920 wordt gewijzigd als volgt :

« Het ontslag van de ambten van raadslid, van schepenen of van burgemeester wordt schriftelijk aan den gemeenteraad gegeven.

» Het raadslid, de schepenen of de burgemeester, die zijn ontslag zelf mocht betwisten, kan in beroep komen bij de bestendige deputatie van den provincialen raad, welke beslist overeenkomstig de artikelen 69, lid 2 en 71, lid 1, dezer wet.

« De paragrafen 3, 4 en 5 worden ingetrokken.

ART. 5.

Artikel 79 der wet van 15 April 1920 wordt gewijzigd als volgt :

« Evenzoo, voleindigt de burgemeester of de schepenen, verkozen ter vervanging, den termijn van dengene dien hij vervangt, behoudens wat in artikel 74 is bepaald. »

L. PEPIN.

FR. VAN BELLE.

FRANZ FISCHER.

JENNISSEN.

NICHOLS.

MAX HALLET.